

TRANSITION ECOLOGIQUE & ENERGETIQUE : L'ECUEIL COMMUNICATIONNEL

Note du PRé présentée par Dominique Lévêque
25-02-2021



© JPchret / "Changer de mots pour changer le monde ?", France Nature Environnement (FNE), 2016

Avec notre ami Thierry Libaert, le PRé avait analysé en 2020 que la communication sur la transition posait problème. Les pouvoirs publics, les entreprises et les médias ont toujours autant de difficultés à nommer la chose continuant par exemple de parler de « réchauffement climatique », alors que l'expression *dérèglement climatique* paraît plus appropriée tant elle renvoie mieux à la réalité : des phénomènes climatiques extrêmes de plus en plus fréquents, de plus en plus intenses et pluriels (canicule, mais aussi périodes de froid, de précipitations orageuses, d'ouragans, etc.). Parler seulement de « réchauffement » aux gens du Nord ne leur permet pas de mesurer la gravité du problème, ne leur donne à voir que l'un de ses aspects, et encore possiblement attrayant, en leur mettant en tête qu'ils pourront faire du vin de Bordeaux dans leur région dans 10 ou 20 ans, ou voir éclore des roses dès janvier, avant même la violette ou la primevère de Pâques !

De la même façon, l'emploi à répétition du terme « environnement », nonobstant le fait que son origine latine puisse nous séduire, ne nous paraît pas davantage adéquat. Car dans son usage anglo-saxon, il a tendance à réduire dans l'esprit du public la nature à quelque chose qui entoure, quelque chose comme une périphérie qui serait extérieure à l'Homme. Alors que s'il y a quelque chose que l'écologie (en tant que science, pas en tant qu'idéologie) nous a positivement appris, c'est que l'Homme n'est pas une clairière au milieu d'une forêt, un oasis au milieu du désert, une île au milieu de l'océan, mais quelque chose au mitan d'un milieu qui nous englobe, que ce qui nous apparaît extérieur, en réalité, habite notre intérieur. Il n'y a en définitive pas d'extériorité de l'Homme par rapport à son écosystème. Nous dépendons de la nature. Cette dernière ne peut plus être bibliquement considérée comme un simple décor, un jardin d'agrément, un garde-manger ou un vulgaire réservoir à richesses. De ce point

de vue, parler de « milieu naturel », ou même de « nature » paraît mieux approprié. Encore que l'usage du mot nature n'est pas forcément le plus idoine, tant il renvoie au dualisme classique nature / culture. Ou alors le mot « vivant » popularisé par l'anthropologue **Philippe Descola** ou le philosophe **Bruno Latour** ? On peut en discuter.



Le « vivant », Bruno Latour et Philippe Descola

Et que dire de l'usage anthropocentré de « *La Planète* », comme dans « *Développement durable, engageons-nous pour la Planète* », « *Sauvons La Planète* », etc. comme s'il n'y avait qu'une seule planète dans le système solaire, et aucune autre dans les autres systèmes planétaires. L'idée qu'il n'y a pas de « plan B » - pas de planète B - pour l'Homme (en tous les cas, pas dans l'immédiat) en cas de catastrophe climatique ne nous autorise pas à parler de « La Planète », sauf à la nommer : la planète Terre. Ce serait plus rigoureux. Autre solution : parler plutôt de la Terre au lieu de La planète.

Ensuite, on a tendance à être exagérément positif en se fiant aux sondages qui mesurent l'adhésion des Français aux mesures de la transition, alors que la vérité est que le déclaratif est globalement souvent très différent des comportements réels, comme le montre nombre d'enquêtes sociologiques.

Enfin, la communication porte trop sur le côté négatif et pas assez positif des enjeux de la transition écologique & énergétique, ce qui a pour résultat d'encourager l'aquoibonisme, la procrastination, quand ce n'est pas l'inertie des individus. Un film comme celui de Cyril Dion, « Demain » (2015) avait pourtant montré qu'une voie communicationnelle dynamique était possible en valorisant les expériences réussies, pour jouer l'exemplarité. Y compris en matière de lutte contre le gaspillage énergétique.

L'heuristique de la peur : une stratégie efficace ?

On peut de la même façon se poser la question de savoir si la stratégie de « l'heuristique de la peur » (mise en avant chez l'auteur du *Principe Responsabilité*, le philosophe **Hans Jonas**, et reprise ici ou là chez quelques leaders politiques écologistes, mais pas que, ou du secteur ONG) est tout aussi opportune : est-elle la plus efficace ? Peut-elle vraiment stimuler l'action et pas son contraire ? Une position plus juste serait de considérer que la crainte de nouvelles pandémies, de l'issue de la crise climatique et d'autres périls de toute nature, en somme une **inquiétude**, suffit pour réaliser la possibilité d'un danger rationnellement prévisible ainsi que sur ses conséquences, suffit pour anticiper le pire et pousser à la lucidité et donc à la responsabilité humaine. On peut aussi considérer que c'est aussi du management des risques sans nul besoin d'une rhétorique compliquée (Cf. le sociologue allemand **Ulrich Beck** et son ouvrage *la sociologie du risque*), même si cela ne se réduit pas à cela. Ce qui ne veut évidemment pas dire qu'il faille cacher la gravité de la situation, mais nul besoin de sidérer, de tétaniser.

En réalité, la seule question qui devrait valoir est celle-ci : telle ou telle stratégie est-elle efficace, quelle en est le rendement attendu ?

Et puis, est-il besoin de préparer les conditions d'avènement d'une dictature « écologique », façon *Le retour au meilleur des mondes*, d'une société qui imposerait par la force les conduites écologiques appropriées au motif de la tension sur les ressources, de l'accroissement des populations, de la « planète » en danger, et de l'incapacité humaine à vivre en droite raison ?

Quelle forme de sagesse, quelle valeur d'apprentissage peut-il y avoir dans la peur cultivée du futur ? La peur ne fait que mettre sous le joug. Elle est une tyrannie de plus, égrenée dans certains discours politiques qui ne réussissent qu'à faire de nos peurs les moyens de notre aliénation.

Pas davantage les messages de culpabilisation ne peuvent, nous semble-t-il, avoir un effet d'entraînement massif. Invoquer sans arrêt notre responsabilité vis-à-vis des « générations futures » paraît un peu court. On peut douter que la stratégie de l'usage intempestif du *shaming*, de l'opprobre, à propos des trains de vie de quelques privilégiés ou sur l'utilisation de moyens personnels de transport (voiture, avion) de la part de personnalités, de dirigeants d'entreprise, de « people », insouciantes de l'enjeu environnemental, de plus en plus en vogue sur les « réseaux sociaux », soit, indépendamment de l'aspect moral, la plus efficace. Stigmatiser les comportements de tel ou tel, y compris des gens « ordinaires », n'a aucune vertu, si ce n'est celle de

favoriser l'émergence d'une police des comportements, et aucun résultat, si ce n'est celui de risquer de ralentir un peu plus la transition.

En quoi cultiver de la conscience coupable, finalement, comme dans n'importe quelle religion, en quoi incorporer de la « moraline » dans l'expression écologique (empruntée cavalièrement à Nietzsche pour penser la synthèse entre la morale-castration et la médication) est-elle la bonne attitude, la plus conséquente ?

Faire appel à notre émotivité, solliciter notre disponibilité pour les générations actuelles, continuer à faciliter l'accès à une conscience individuelle par un travail d'éveil via l'éducation, nous apparaît bien plus efficace, au moins pour une raison : comment se soucier pratiquement du sort des « générations futures » si l'on reste insensible à la situation des générations actuelles ? Cette position s'articule pour le PRé avec notre inclinaison en faveur d'une « sagesse pratique », comprise comme une attitude de prudence, plutôt que l'observation stricte d'un « principe de précaution » dont l'application généralisée systématique (suite à son adoption par Lionel Jospin, alors Premier ministre, face à la "crise de la vache folle"), tend à tétaniser l'action publique et privée par une hyper-responsabilisation.

Cet aspect peut s'éclairer à partir de ce qu'appelle le spécialiste de Paul Ricœur, le philosophe **Pierre Olivier Monteil**, « *une anthropologie ricœurienne de l'agir qui met en lumière les vulnérabilités auxquelles les capacités constitutives de l'autonomie sont inévitablement exposées (Ricœur, 1990a ; Ricœur, 1995 ; Johann Michel, 2006). L'intention est notamment de mettre en garde contre les dérives qui découlent de la prétention de maîtrise de la volonté et des illusions de la raison sur sa capacité de savoir. La prudence consiste à mesurer son geste, dans un mixte d'activité et de passivité, de réflexion et de réceptivité à une situation dans laquelle l'homme se reconnaît à la fois instituant et institué. Institué humain par la longue lignée de ses prédécesseurs, l'homme s'apprête à agir dans des termes qui conditionnent et instituent ce que seront ses successeurs (Ricœur, 1991b). Sa responsabilité s'éprouve alors comme une appartenance à un ordre éthique qui le précède et qu'il lui appartient d'interpréter. Cet ordre témoigne lui-même de la façon dont un « je » s'articule à un « tu » et à des « ils » qui, tous ensemble, dessinent un « nous » : une certaine conception du collectif et de la société. Les débats sur ce qu'il convient de faire pour préserver la biodiversité confrontent des points de vue qui, si chacun d'eux s'exprime en première personne, confrontent autant de conceptions globales différentes quant à ce « nous ». L'enjeu devient alors de savoir comment elles peuvent espérer s'accorder et permettre d'agir en commun.» (« Biodiversité, responsabilité, réceptivité. Comment passer de la prise de conscience individuelle à la mobilisation collective ? », Pierre-Olivier Monteil - VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, sept 2018).*



Parler du seul CO₂ est contre-productif

Sans compter que la focalisation sur le seul CO₂, le dioxyde de carbone, autrefois communément appelé « gaz carbonique », détourne l'attention qui devrait être également la nôtre quant à la préservation de la diversité biologique et la nécessité d'agir face aux conséquences de la pollution-destruction des écosystèmes par les pesticides, les métaux et les micro-plastiques, la déforestation intensive, l'urbanisation non maîtrisée, l'agriculture industrielle sans limites, la surpêche, qui représentent une vraie urgence. Le 13 octobre 2021, une centaine d'Etats ont rendu public la « **Déclaration de Kunming** » traçant les grandes orientations de la COP15, le futur accord international sur la protection de la biodiversité pour la décennie à venir. Mais sans aucun but chiffré.

Pour Denis Couvet, professeur au Muséum national d'Histoire naturelle et président de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité (FRB) depuis le 1^{er} janvier 2021, « *depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, la croissance s'appuyant sur la combustion des énergies fossiles et l'usage sans limite des services rendus par la nature comme l'eau, le bois, la fertilité des sols est le modèle économique dominant. Il a permis à l'humanité de mieux se nourrir et d'accéder à des biens variés améliorant son confort. Les scientifiques mesurent que ce modèle est à bout de souffle. La nature donne des signes alarmants d'épuisement. Les systèmes naturels ont décliné de 47 %, l'abondance des espèces a baissé de 23 % en moyenne et la biomasse globale des mammifères sauvages s'est effondrée de 82 %.* » « *Il faut donc, ajoute-t-il, réformer complètement le système actuel.* » (Entretien Sciences et avenir du 24-10-2021).

Nous pourrions ajouter qu'il suffit de brandir la « neutralité carbone » (comme par ailleurs le « zéro déchet ») en communication publique et politique à tout bout de champ, comme si cet objectif pouvait symboliser la survie de l'humanité, incarner un *avenir radieux* pour elle. Car enfin, ouvrons les yeux et faisons fonctionner nos petites cellules grises : si nous devons atteindre un jour cette

« neutralité », cela signifierait tout bonnement que l'humanité mangerait les pissenlits par la racine ! On a connu plus enthousiasmant.

Même à l'époque du communisme en U.R.S.S, le doute était possible sur *l'avenir radieux* (sic !) Alors que là...

A moins qu'on ne veuille donner du grain à moudre d'ici-là aux survivalistes et aux nationalistes ?

Le terme de « **neutralité carbone** » est également à proscrire en communication marketing et publicitaire car il induit en erreur le consommateur qui peut alors croire que le produit, le service qu'il achète, n'a pas d'impact sur le climat. Le Parlement français l'a bien compris qui a fini par adopter en juillet dernier 2021 une disposition interdisant l'emploi de cette mention. Ainsi que toute affirmation, quel que soit son libellé, qui aurait une signification similaire.

On ne peut que s'en féliciter.

De la même façon, devrait-on encadrer l'utilisation de la notion de « **compensation carbone** », cette idée consistant pour une entreprise à proposer de compenser ses émissions de dioxyde de carbone en participant au financement d'un projet favorisant la diminution ou la séquestration des gaz à effet de serre. Par la plantation d'arbres par exemple. Sauf que compenser les émissions de gaz à effet de serre **n'est pas viable à long terme et ressemble étrangement à un permis de polluer**. Alors que l'urgent est de mettre en place **des actions concrètes pour les réduire drastiquement, d'appliquer strictement la stratégie nationale bas-carbone** et ensuite, le cas échéant, songer à compenser les émissions incompressibles.

Un autre écueil à éviter est de caractériser « d'inédit » n'importe quel phénomène au risque d'alimenter la mal-compréhension et le catastrophisme, en déclamant notamment que le niveau actuel de CO₂ est inédit, jamais atteint auparavant. Or, une étude menée par des chercheurs du Potsdam Institute for Climate Impact Research (publiée par la revue *Science* (« Mid-Pleistocene transition in glacial cycles explained by declining CO₂ and regolith removal », par M. Willeit, [A. Ganopolski, R. Calov, V. Brovkin](https://www.science.org/doi/10.1126/sciadv.aav7337), 03-04-2019 / <https://www.science.org/doi/10.1126/sciadv.aav7337>) montre qu'il y a environ 3 millions d'années, il y a déjà eu des concentrations similaires dans notre atmosphère dépassant les 400 ppm (parties par million) pour avoisiner les 412 ppm, les températures étaient alors 3 à 4°C plus élevées et des arbres poussaient en Antarctique.

Aujourd'hui, les températures ne dépassent que de 1° C celles de l'époque préindustrielle et pourtant la Terre subit déjà les impacts du changement climatique, entre inondations, sécheresses, fonte des glaces ou encore disparition de la faune.

Ce qui est « inédit », c'est que l'actuel changement climatique se fait à un rythme rapide et sans équivalent connu.

Ce qui est sûr, c'est que les émissions liées aux activités humaines et à l'addiction de l'humanité au pétrole, au gaz et au charbon, ont augmenté le niveau de dioxyde de carbone de plus de 40 % dans l'atmosphère en à peine 150 ans.

C'est tout le paradoxe à surmonter : jamais autant informés des enjeux climatiques que ces dernières années, mais assez interdits devant le risque climatique, malgré quelques concessions en termes d'éco-gestes, globalement sourds aux alertes métronomiques des scientifiques qui nous arrivent en cascade dans une

langue claire-obscur, incrédules face aux prescriptions souvent inquiétantes des acteurs politiques qui nous rincent à force de chiffres, de graphiques et d'images de la fonte des glaces et d'ours blanc sur un morceau de banquise (mais plus discrets sur le fait *que* compte tenu de la fonte de la calotte glaciaire du Groenland et de l'augmentation des feux de forêts, des gaz commencent à être émis), réussissent surtout à nous faire peur et à nous culpabiliser.

Il est grand temps de repenser l'ensemble des discours de sensibilisation, la communication publique et la communication de crise, les canaux de communication, la communication verticale, il est temps de considérer et de penser la communication horizontale. Surtout, il est grand temps de relier les enjeux climatiques et écologiques aux vies quotidiennes de la population, mais aussi de modifier les représentations des individus en produisant un nouveau récit autrement plus motivant et mobilisateur...

Cela a commencé à bouger un peu depuis 2020 (nous avons la faiblesse de penser que Thierry Libaert y est pour quelque chose, notamment depuis la sortie de son livre « Des Vents porteurs »), mais beaucoup trop lentement. « Il faut repenser nos manières de communiquer. La communication classique telle qu'elle se pratique actuellement est linéaire, descendante, contraignante, incantatoire, lointaine, alarmiste et technique. » alertait l'an dernier **Thierry Libaert** qui ajoutait que *« si nous parvenons à délimiter un cap, une vision positive qui rassemble le maximum d'entre nous, nous devrions ensuite pouvoir trouver plus facilement les vents porteurs »*.